



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne

“hd Centre pour le dialogue humanitaire

Médiation pour la paix

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK



La voix des jeunes du Sahel

Dialogue entre jeunes et institutions

Éducation, la priorité sahélienne

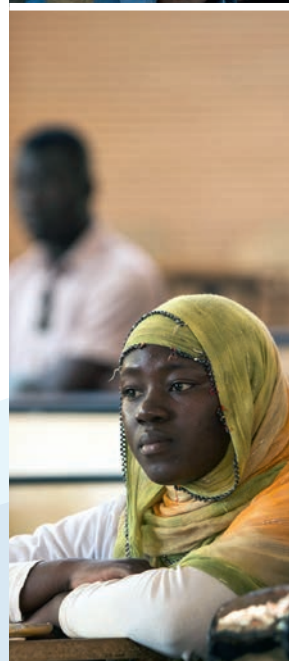
A l'unanimité, les organisations de jeunesse des pays du G5 Sahel perçoivent l'éducation et la formation professionnelle comme les moteurs délaissés du développement et de l'intégration des jeunes dans les processus de décision. En cause, l'explosion démographique qui noie les infrastructures faute d'augmentation des moyens proportionnelle à celle du nombre d'élèves, le déficit de formation du corps enseignant, l'inadéquation des cursus aux besoins du marché de l'emploi, la récurrence des grèves, l'absence d'encadrement des écoles coraniques ou encore l'insécurité qui entrave l'ouverture des écoles. En conséquence, une grande majorité d'élèves sort sans qualification du système éducatif et voit ses chances de trouver un emploi réduites à portion congrue. Au-delà, les organisations de jeunesse regrettent que l'absence d'éducation gratuite et universelle entrave la participation citoyenne et le développement d'un système de santé satisfaisant faute de personnel médical qualifié.

En 2017, à travers les 25 cadres locaux et les cadres nationaux de dialogue mis en place dans les cinq pays du G5 Sahel, 1 250 représentants d'organisations de jeunesse ont esquissé avec les représentants de leur gouvernement respectif une lecture croisée des défis et identifié des pistes de solutions en matière d'éducation et de formation professionnelle. Il s'est agi de la thématique la plus débattue et pour laquelle certaines organisations de jeunesse proposent la tenue d'Etats généraux de l'éducation. En 2018, les parties décideront des chantiers à ouvrir dans chacun des pays du G5 Sahel pour répondre aux quatre enjeux perçus comme prioritaires.

Refonte des programmes scolaires : favoriser l'émergence d'un développement sahélien

« Le système produit des généralistes sans expérience ni qualification et contraints d'aller vers la fonction publique qui ne peut plus les recruter. » « Il faut favoriser une école pratique et basée sur la science. On doit former les Africains à devenir des scientifiques pour mettre en valeur les immenses terres cultivables et transformer les produits issus de ce travail. »

Les organisations de jeunesse en appellent à une refonte complète des filières universitaires ainsi qu'au développement et à la valorisation des formations professionnelles. L'objectif est double : faciliter l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi et former de futurs ingénieurs capables d'apporter des réponses sahéliennes aux défis du développement. C'est ainsi qu'il est préconisé de réduire le nombre



de formations généralistes au profit de filières techniques et scientifiques, notamment dans les domaines de la transformation des matières premières agricoles, pastorales et minières, de la distribution, des transports, du bâtiment, des technologies de l'information et de la communication et de la santé. C'est ensuite la répartition des formations à travers les pays qui devrait être planifiée en fonction des besoins locaux. Parallèlement, en leur qualité de « détenteurs du savoir », les aînés sont encouragés par les organisations de jeunesse à transmettre leurs connaissances pour accompagner les jeunes et ainsi réduire le fossé entre générations en tissant un dialogue constructif.

Arbitrages budgétaires : donner la priorité à l'éducation

« C'est en dispensant un enseignement de qualité et des formations adaptées que nous pourrions agir sur tous les autres domaines du développement. »

La refonte des cursus scolaires implique d'après les organisations de jeunesse l'ouverture de deux chantiers parallèles : revaloriser la profession d'enseignant d'une part et mieux répartir l'offre éducative à travers les territoires d'autre part. Pour y parvenir, les organisations de jeunesse prônent des arbitrages budgétaires en faveur de l'éducation même si le retour sur investissement n'interviendra qu'après plusieurs années. Alors que les classes sont surchargées et que la qualité de l'enseignement est souvent critiquée, il est primordial que les enseignants soient à la fois mieux formés et mieux rémunérés afin d'attirer plus de monde vers la profession. Quant aux infrastructures scolaires, les organisations de jeunesse demandent que leur entretien ne soit plus empêché par le manque chronique de moyens et que de nouveaux établissements viennent pallier aux déserts éducatifs de certaines zones. L'arbitrage budgétaire au profit de l'éducation doit dès lors avoir pour priorité de promouvoir une éducation primaire gratuite et universelle.

Instauration d'écoles de la seconde chance

« Lorsque je suis tombée enceinte j'ai dû arrêter l'école car personne ne voulait m'aider avec mon enfant. Plus tard, mon âge ne me permettait plus de reprendre mes études. J'ai dû tricher sur ma date de naissance pour au moins entrer dans une école de couture alors que je rêvais d'être médecin. »

Le faible taux de scolarisation des jeunes filles et leur abandon fréquent de l'école, souvent après le mariage, ont fait partie des sujets les plus débattus. Les organisations de jeunesse ont souligné que ce cas de figure était également répandu chez les jeunes garçons lorsqu'ils deviennent responsables de leur famille. Est ainsi préconisée la mise en place dans le système éducatif d'écoles dites de la seconde chance qui permettraient aux jeunes décrocheurs, et surtout aux jeunes filles mères, de reprendre leurs études. Il est recommandé que ces écoles donnent la priorité à l'apprentissage de métiers (coiffure, menuiserie, maçonnerie, etc.) recherchés sur le marché de l'emploi, y compris en zones rurales.

Vers l'enseignement généraliste dans les écoles coraniques

« Un enfant scolarisé dans une mauvaise école coranique ne deviendra pas citoyen et sera exclu ».

Pour de nombreuses familles, l'école coranique est une alternative à l'école publique. Or l'enseignement religieux, majoritairement hors contrat avec l'Etat, ne dispense pas d'enseignement général. Dès lors, peu de chances pour ceux qui en sortent d'accéder à des études supérieures ou au marché de l'emploi. Les organisations de jeunesse recommandent donc l'introduction dans les écoles coraniques d'un enseignement minimum en mathématiques et en français pour permettre à ceux qui le souhaitent de rejoindre le système classique ou d'intégrer un centre de formation professionnelle. Les organisations de jeunesse encouragent également les parents à être plus vigilants avant de choisir parmi les écoles coraniques et les autorités à davantage les encadrer. Ceci non seulement pour lutter contre les cas de mauvais traitements et d'exploitation, mais également pour prévenir la radicalisation violente et le recrutement de combattants par les groupes radicaux violents.



Ce projet mis en œuvre par le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est cofinancé par l'Union européenne et le Royaume du Danemark, et mené en coordination étroite avec les autorités nationales et le G5 Sahel.